

## « Réponses » soulève de nouveaux questionnements

Le dispositif de dialogue sur la réduction des pollutions de l'air engrange déjà des résultats... Définir le périmètre d'action du futur Observatoire des cancers n'est pas le moindre de ses défis pour 2021.



*J.-C. Barla - Marc Guérin et René Tassy (à gauche), au nom des associations, se disent « vigilants » sur le suivi des actions. Marc Bayard (à droite) souligne les avancées des projets engagés côté industriels.*

Les confinements successifs auraient pu démotiver les participants du dispositif « Réponses ». Il n'en a rien été. Conduite sur 21 communes du pourtour de l'étang de Berre et du Golfe de Fos, pour trouver collectivement des solutions de réduction de la pollution de l'air, cette initiative qui visait, fin 2019, la mise en œuvre de 120 actions portées par différents acteurs (collectivités, industriels, associations, services de l'Etat...), s'installe dans le paysage.

**A lire aussi** | [Le dispositif « Réponses » à l'assaut des rejets polluants](#)

La déléguée générale du **Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles** (SPPPI), **Gwenaëlle Hourdin**, regrette que « *le dispositif n'est pas aussi connu qu'espéré. C'est un travail de longue haleine pour ancrer le dialogue et développer collectivement des outils constructifs et pérennes pour aller encore plus loin* ». Mais elle se réjouit d'une évolution sensible. Dévoilés le 30 juin, les résultats de la nouvelle enquête menée auprès de 1 007 personnes, grâce à un financement de l'Etat, sur des marchés, plages, centres commerciaux... révèle un constat inédit : « *En 2019, les habitants considéraient qu'il appartenait à l'Etat d'agir contre la pollution de l'air, aujourd'hui, ils affirment que c'est le rôle de tout le monde. Cette participation collective donne une garantie au projet lui-même* », assure-t-elle.

## Progrès et vigilance

Pour le Comité de pilotage de « Réponses », l'année écoulée a permis d'enregistrer plusieurs progrès. La plateforme d'information Allo Industrie, mise sur pied avec l'appui des industriels, a diffusé une centaine de messages sur des événements touchant des unités (torchages, nuisances sonores, olfactives...), « *les deux tiers par anticipation* », souligne Marc Bayard, l'un des membres de ce comité. Des projets ont débuté sur les émissions de composés organiques volatiles (COV) avec **Atmosud** (structure de surveillance de la qualité de l'air), sur la mesure de l'exposition aux particules fines par des capteurs individuels avec la Métropole (**projet DIAMS**). « *La distribution aux citoyens débutera en septembre* », confie Marc Bayard.

En charge pour les associations du suivi des actions menées, Marc Guérin et René Tassy se disent dans « *une confiance vigilante* » et veillent à ce que chaque fiche-action soit lisible, compréhensible. « *Nous sommes un aiguillon de l'amélioration des projets en comparant l'état d'avancée par rapport à la situation antérieure, même sur les projets de long terme* », insiste Marc Guérin. « *Il reste beaucoup d'efforts de pédagogie à accomplir* », admet le maire de Fos-sur-Mer, Jean Hetsch, heureux néanmoins que des intérêts parfois contradictoires œuvrent à « *une convergence d'action* ».

## Crédible dans l'action

Réclamée depuis longtemps, l'instauration d'un Observatoire territorial des cancers en lien avec l'environnement va s'accélérer sur les prochains mois, en associant des médecins-experts. Pour le nouveau **sous-préfet d'Istres, Régis Passerieux**, « *"Réponses" a joué un rôle important pour bien poser le problème, à savoir relier des produits toxiques et des types de cancers sur un environnement déterminé. Cela n'a jamais été fait. Un Comité d'Interface se met en place pour rédiger un cahier des charges co-construit et garantir que tout a été débattu avec des procédures de vigilance* ».

**Karine Weiss**, professeure en psychologie sociale à l'Université de Nîmes, invitée le 30 juin à exposer son point de vue sur les travaux de « Réponses », souligne l'ampleur du défi.



*« En prenant en compte la parole des citoyens, le dispositif permet d'avancer positivement. Mais les risques pour la santé, on n'en parle pas facilement. Jusqu'où va l'acceptation de vivre et travailler dans un endroit si ça doit rendre malade ? Les agriculteurs peinent à parler de l'utilisation des pesticides... Avec cet Observatoire, il faut donc déjà penser l'après si des liens sont identifiés entre des pollutions et des maladies. Il en va de sa crédibilité. Si on n'agit pas derrière, autant ne pas le faire... ».*